

# LE CRÉPUSCULE DE LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION ET LE RÔLE DE L'INNOVATION SOCIALE

1

Lors de son discours d'acceptation du prix Nobel d'économie du 8 décembre 2009, Elinor Ostrom suggère qu'«un aspect central de toute politique publique devrait être de faciliter le développement d'institutions tirant parti de ce qu'il y a de meilleur chez les êtres humains» (Ostrom, 2010). Dans ce livre, nous explorons ce à quoi une telle politique publique pourrait ressembler.

Le modèle de croissance des économies avancées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale repose sur l'augmentation des dépenses de consommation et l'utilisation intensive de ressources énergétiques non renouvelables. Ce modèle est aujourd'hui en crise, et nombreux sont celles et ceux qui recherchent des alternatives. Pour certains, seule la main forte de l'État peut apporter la transformation dont nous avons besoin : il faut, selon ce point de vue, reconquérir l'État ou le «re-démocratiser», afin d'imposer le changement par le haut (Galbraith, 2008 ; Freeman, 2017). D'autres placent plutôt leurs espoirs dans le pouvoir des «consommateurs critiques», dont les préoccupations liées à la soutenabilité orientent de plus en plus les choix : redonner du pouvoir aux consommateurs, selon cette approche, forcera les acteurs du marché à s'adapter, conduisant à une réforme de l'ensemble de notre modèle de production.

Nous proposons d'explorer une hypothèse différente : nous parions sur le fait que les communautés locales, si elles ont la liberté d'expérimenter, sont capables de concevoir des solutions susceptibles d'avoir un impact transformateur de la société.

Le changement ne peut pas reposer uniquement sur une planification centralisée du gouvernement ni sur des entreprises agissant soudainement comme des citoyens responsables. La transformation

de la société, compte tenu de la vitesse et de l'ampleur requises, doit également reposer sur la reconstitution du capital social, ainsi que sur de nouvelles formes de démocratie émergeant de l'action collective au niveau local. L'État est bien sûr essentiel, tant pour les services et la protection sociale qu'il fournit, que pour discipliner le marché. Mais il doit également agir comme un catalyseur de l'expérimentation menée par les citoyens, et mettre en place un appareil institutionnel permettant de garantir la diffusion de l'apprentissage collectif à travers le territoire. Les entreprises elles-mêmes peuvent contribuer à ce que la société intègre tout le potentiel des innovations sociales menées par les citoyens : elles peuvent mettre leur savoir-faire, leurs accès aux financements et leur contrôle des chaînes logistiques au service de ces innovations, plutôt que de chercher uniquement à façonner les goûts des consommateurs ou à s'adapter aux attentes changeantes de ces derniers.

Le nouveau rôle que nous proposons pour l'État – que nous appelons « État partenaire » – ne se substitue pas à l'État providence de l'après-guerre, avec sa combinaison caractéristique de réglementations du travail et de mécanismes de protection sociale redistributive. L'État providence, ainsi conçu, reste essentiel pour réguler les relations de marché et pour compenser les inégalités qu'elles génèrent — nous expliquerons par ailleurs en quoi les inégalités sont un obstacle majeur à la transition sociale et écologique. L'État partenaire est complémentaire à l'État providence, en prenant en charge l'organisation de processus de transition sociétale vers un bien-être socialement inclusif et écologiquement durable. Mais l'État partenaire fait davantage. Il cherche à soutenir l'expérimentation locale et à accélérer l'apprentissage collectif, tant au sein des pays qu'entre eux. Il collabore avec les initiatives citoyennes ainsi qu'avec celles des autorités publiques locales et des communautés. L'État partenaire encourage l'autonomie et la réflexivité sociale, c'est-à-dire la capacité des individus à remettre en question les normes sociales dominantes et les idées reçues sur la signification de « progrès » et de « réussite », ainsi que sur la manière de définir le « bonheur » ou le « bien-être ». Il ne s'agit pas uniquement d'une autre façon de réglementer les comportements : au lieu de prescrire des comportements ou d'encourager les individus à faire certains choix, l'État partenaire accorde la priorité à renforcer les individus dans leurs capacités à être autonomes et à expérimenter, seuls ou avec d'autres.

Nos propositions pour l'État partenaire reposent sur la conviction que le type de transformation sociale dont nous avons besoin – à grande échelle, entraînant des changements majeurs et rapides dans la production et la consommation – exige que tous les segments de la société contribuent au changement. Une telle transformation ne peut dépendre uniquement de l'appareil d'État, d'un meilleur fonctionnement du marché (« capitalisme vert ») ou des innovations sociales au sein de la société civile. Considérer qu'un seul de ces leviers, pris isolément, puisse suffire, échoue à plusieurs égards.

Premièrement, une telle vision tend à idéaliser ce que chacune de ces sphères peut réaliser, comme si la société pouvait être changée par décrets du gouvernement, par une conversion soudaine des acteurs du marché aux exigences de la soutenabilité sous la pression de consommateurs critiques, ou par l'énergie de citoyens se mobilisant pour le changement en modifiant leur environnement immédiat. Nous pensons qu'il est beaucoup plus réaliste de considérer chacune de ces sphères comme interdépendante, de sorte qu'aucune d'entre elles ne puisse à elle seule apporter une contribution significative à la transition requise : ce n'est qu'en faisant évoluer ces différentes sphères en parallèle et en les amenant à se soutenir mutuellement que des progrès pourront être réalisés.

Deuxièmement, une conception de la transformation sociale qui considère l'une ou l'autre de ces sphères comme capable de provoquer à elle seule le changement requis n'intègre pas le fait qu'au sein de chacune d'elles, de nouvelles façons de contribuer au changement puissent émerger, soutenant ainsi les transformations dans les autres sphères. Par exemple, le gouvernement peut envisager d'autres moyens pour soutenir le changement que l'adoption de réglementations descendantes et d'incitations économiques visant à obliger les acteurs privés à absorber la totalité des coûts sociaux de leurs activités (à « internaliser les externalités négatives », dans le jargon des économistes) : les gouvernements pourraient déléguer des pouvoirs aux entités locales afin de favoriser une approche territoriale de la transition ; ils pourraient influencer la direction de l'innovation au sein des entreprises privées, tout en soutenant l'émergence d'une économie plus pluraliste ; et ils pourraient créer un cadre permettant des innovations sociales menées par des citoyens ordinaires. De même, il est difficile de concevoir des initiatives citoyennes qui puissent avoir un impact durable, tout en restant plus ou moins déconnectées des impératifs du marché. Si de telles initiatives

peuvent démarrer, et même survivre pendant plusieurs années, en se basant uniquement sur les contributions volontaires des participants et sur la gestion partagée des « communs », il est probablement juste de dire qu'elles ne peuvent durer et réaliser leur potentiel de transformation que si elles sont également économiquement viables — si, en d'autres termes, les récompenses correspondent au moins à l'investissement réalisé (bien que ni les récompenses ni les investissements ne doivent être réduits à des termes purement monétaires). En d'autres termes, il s'agit de dépasser l'opposition entre une transition opérant « par le haut » et une transition opérant « par le bas », tout comme nous devons dépasser l'opposition entre une transition « dirigée par l'État » et une transition « dirigée par le marché ». Nous devons comprendre comment lancer une dynamique qui permette à tous ces changements de se soutenir mutuellement, plutôt que de les considérer comme des substituts les uns des autres. Il est temps d'agir dans ce sens. Non seulement parce que la transition écologique est nécessaire et urgente, si nous voulons éviter les impacts les plus graves et les plus imprévisibles du réchauffement de la planète et de la perte de biodiversité. Mais également parce qu'il existe une fenêtre d'opportunité politique à saisir : l'impatience à l'égard du modèle dominant de croissance augmente, avec le risque qu'une partie de la population, notamment au sein de la jeune génération, se radicalise dans ses moyens de protestation. Or, si cette radicalisation entraîne l'apparition de nouvelles divisions au sein du mouvement social pour le changement, rendant l'action collective plus difficile à réaliser en raison de désaccords tactiques, nous aurons laissé passer l'occasion. Dans ce contexte, la crise économique et sociale majeure déclenchée par la pandémie de Covid-19 a constitué une chance unique pour une refonte de notre modèle de développement : le slogan « Building Back Better » utilisé par le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, pour appeler à un « reset », une sorte de « nouvelle donne » à l'échelle mondiale, exprime également une aspiration profonde de larges pans de la société, désormais conscients qu'une transformation sociétale à grande échelle est non seulement concevable, mais réaliste — et en fait, peut-être plus réaliste qu'un retour au statu quo.

La configuration actuelle est particulièrement propice. Il existe, en effet, un consensus de plus en plus large sur la situation préoccupante dans laquelle nous sommes ainsi que sur la nécessité de repenser fondamentalement notre modèle de croissance, modèle non viable, y compris d'un point de vue purement macroéconomique. La crise financière de 2008-2009 a été un premier signal d'alarme important.

Elle a mis en lumière la fragilité d'un modèle basé sur un niveau croissant d'endettement, autant des ménages que des États (Streeck, 2014), et de nombreux observateurs prévoient de futurs chocs dès lors que les marchés financiers évalueront le niveau de risque comme trop élevé. La crise plus récente déclenchée par l'immobilisme de l'économie visant à ralentir la pandémie de Covid-19 n'a pas seulement eu pour conséquence un environnement économique encore moins stable; elle démontre également la faisabilité d'un changement radical à l'échelle de la société lorsque co-existe une volonté politique suffisante et un soutien de l'ensemble de la population. Jamais les institutions sociétales n'ont-elles semblé aussi éloignées des lois de la nature.

Notre trajectoire actuelle n'est pas soutenable. Elle est bâtie sur un modèle destructeur des différents capitaux dont nous dépendons pourtant-le capital humain de la main-d'œuvre, le capital naturel des écosystèmes, et le capital social de la confiance au sein des sociétés. Nos sociétés se sont acharnées à rechercher la croissance depuis la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui encore, c'est en grande partie sur base de cette mesure du progrès que les gouvernements perdent ou gagnent les élections, et la plupart des gens considèrent encore la croissance comme un gain : l'augmentation de la richesse monétaire, mesurée par le PIB par habitant, est largement considérée comme indispensable pour garantir la viabilité des dettes (qu'elles soient publiques ou privées) ; elle est jugée vitale pour permettre aux gouvernements de collecter des impôts, afin de financer les services publics qu'ils fournissent à la population ; et elle est encore perçue par beaucoup comme le seul moyen de lutter contre la pauvreté et de créer des emplois. Mais la croissance économique ressemble de plus en plus à la cage dorée déjà dénoncée par Weber dans son analyse classique de l'esprit du capitalisme (Weber, 1920) : bien qu'elle se présente comme sans alternative, elle nous a enfermés dans un modèle de développement non durable, et s'est révélée incapable de tenir ses promesses à long terme. Il s'avère aujourd'hui que nous nous sommes épuisés à la poursuite d'un objectif illusoire. Comme des somnambules, nous pouvons continuer à avancer vers la falaise. Ou nous pouvons choisir de nous réveiller.

Dans cet ouvrage, nous examinons la manière dont les innovations sociales menées par les citoyens peuvent participer à orienter la trajectoire des sociétés, et comment l'État peut contribuer à maximiser leur potentiel. Dans le chapitre II, nous passons en revue un certain nombre de mythes s'invitant dans le débat. En déconstruisant ces idées

reçues, nous espérons convaincre le lecteur ou la lectrice de l'importance de prendre en compte le potentiel de transformation des innovations sociales : si de nouveaux outils peuvent servir cette transformation, nous pourrions et devrions faire davantage pour s'assurer que l'imagination des communautés soit mise à profit, et que nous accélérions l'apprentissage collectif. Nous explorons dans le chapitre III comment les innovations sociales, généralement développées dans des « niches », et au départ à une échelle relativement petite, peuvent faire évoluer l'ensemble de la société — en d'autres termes, dans le langage de la perspective multi-niveaux sur les transitions, aboutir à un « changement de régime ». En comparant quatre scénarios envisageant autant de manières différentes pour les innovations de niche d'interagir avec le régime dominant, nous chercherons à identifier les conditions dans lesquelles ces innovations peuvent échapper à la cooptation et, au contraire, jouer un rôle véritablement subversif, forçant le régime à se réinventer. Deux conditions en particulier sont décisives. Premièrement, le potentiel de transformation de l'innovation sociale sera maximisé lorsque l'ensemble des acteurs impliqués partagent une même compréhension, à la fois des défis de soutenabilité à relever, mais aussi de la manière dont leurs stratégies individuelles peuvent contribuer à relever ces défis. Deuxièmement, alors que les acteurs dominants du régime établi peuvent être tentés de choisir comment intégrer l'innovation sociale qu'ils ont intérêt à adopter, ce qui est la définition même de la cooptation, une telle instrumentalisation de l'innovation sociale est beaucoup moins susceptible de se produire lorsque les innovateurs sociaux eux-mêmes participent à la définition des modalités de cette adoption.

Dans le reste de l'ouvrage, nous passons de la théorie à la pratique, depuis les innovations sociales comme concept à leur mise en œuvre dans des situations concrètes. Le chapitre IV examine la nature de l'activisme déployé par les innovateurs sociaux, que nous considérons comme très différent du type d'activisme porté par les générations précédentes. Nous documentons le mécontentement actuel à l'égard des formes classiques d'action collective, à travers les partis politiques ou les syndicats, et l'émergence d'une forme de démocratie du « do-it-yourself ». En d'autres termes : la priorité des militants d'aujourd'hui est de faire les choses par eux-mêmes, et non de plus simplement de demander que les choses soient faites par d'autres. A partir du cadre initialement développé par Albert Hirschman sur l'engagement civique, nous identifions les opportunités qui émergent de cette nouvelle forme

d'engagement. Le chapitre V examine six propositions concrètes capables de soutenir l'émergence d'innovations sociales portées par les citoyens : elles portent sur l'organisation de la recherche, le soutien à l'économie sociale et solidaire, la promotion de la finance durable ou encore l'évolution de l'action publique, passant d'injonctions par la norme à l'encouragement à l'expérimentation locale.

Enfin, nous terminons en présentant les grandes lignes d'un programme visant à redéfinir le rôle de l'État en tant que catalyseur des innovations sociales. Dans le chapitre VI, nous soulignons en particulier le rôle des indicateurs de progrès capables de fournir des alternatives viables au produit intérieur brut (PIB), de manière à orienter la transformation de la société vers un cap plus soutenable. Nous soulignons également la nécessité d'inclure le soutien aux innovations sociales comme une composante clé de la transition vers des sociétés durables, que nous décrivons comme le « 18<sup>e</sup> objectif de développement durable ». Le chapitre VII, enfin, donne une image plus concrète de l'« État partenaire » qui pourrait émerger de ces propositions. Il décrit le rôle de l'État dans la lutte contre les inégalités, dans l'organisation des territoires et dans la création d'espaces permettant aux innovations sociales de se développer. En effet, nous considérons la réduction des inégalités, la planification urbaine et l'encouragement à l'expérimentation locale comme des « facilitateurs » importants sur lesquels les États peuvent s'appuyer afin d'utiliser au mieux le potentiel des innovations sociales portées par les citoyens et ainsi favoriser la transformation de la société.

Le défi, en fin de compte, sera de reconstruire le capital social nécessaire – une combinaison de confiance et de normes sociales constituant le « ciment » de la société – afin de faciliter l'action collective et maximiser le rôle potentiel de l'imagination sociale dans l'émergence de nouveaux modes de vie, nous permettant de rester dans les limites planétaires tout en assurant le bien-être et, osons le mot, le bonheur. La transition écologique ne doit pas être perçue comme source de sacrifices, de rationnement ou de monotonie : au contraire, il s'agit d'une occasion de repenser la société pour plus de convivialité et de solidarité, et moins de pression, de concurrence et de course à la performance. Il s'agit d'une révolution dont tout le monde peut profiter, et les innovations sociales ont un rôle clé à jouer.